

Table des matières

Introduction	7
Christian MATHIEU	
La prescription, les actes d'information et d'instruction et la détention préventive : réduction des garanties procédurales ?	9
Christian MATHIEU et Nabil KHOULALÈNE	
Section 1	
Les modifications au titre préliminaire du Code de procédure pénale : les nouvelles règles de prescription de l'action publique	9
Sous-section 1. Les nouveaux délais	9
A. L'ancien régime	9
B. Le nouveau régime de l'article 21 du titre préliminaire du Code de procédure pénale	10
C. Vers une imprescriptibilité inavouée ?	13
Sous-section 2. Le point de départ de la prescription pour les infractions «sexuelles» commises sur la personne d'un mineur d'âge	14
Sous-section 3. La nouvelle cause de suspension de la prescription pendant le traitement d'une opposition irrecevable ou non avenue	15
Section 2	
Les modifications au Code d'instruction criminelle	18
Sous-section 1. Modification technique (art. 28 ^{quater} , al. 1 ^{er} C.I.Cr.)	18
Sous-section 2. Extension de la perquisition dans le cadre d'une mini-instruction (art. 28 ^{septies} C.I.Cr.)	18
Sous-section 3. Saisie par équivalent (art. 35 ^{ter} C.I.Cr.)	23
Sous-section 4. Modifications principales des règles en matière de téléphonie	24
A. Un nouvel «exécuteur» des réquisitoires en matière de téléphonie	24
B. La fin de la nullité en matière d'écoutes téléphoniques	25
C. La retranscription des écoutes téléphoniques	27
Sous-section 5. Protection des témoins (art. 103 C.I.Cr.)	32

Sous-section 6. Suppression du contrôle des détentions préventives de longue durée (art. 136 <i>bis</i> et 136 <i>ter</i> C.I.Cr.)	32
Sous-section 7. Recouvrement des biens confisqués, des amendes et des frais de justice (art. 197 <i>bis</i> C.I.Cr.)	34
Sous-section 8. Limitation à la transaction pénale (art. 216 <i>bis</i> , § 2, al. 1 ^{er} C.I.Cr.)	35
Sous-section 9. Inscription de la transaction pénale au casier judiciaire (art. 590 et 594, 3 ^o C.I.Cr.)	37
Section 3	
Les modifications en matière de détention préventive : place au bimestriel!	38
Sous-section 1. Examen article par article des modifications de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive	38
A. Suppression du pourvoi en cassation immédiat à l'encontre des décisions portant sur les restrictions de contacts (art. 20)	38
B. Unicité du régime des comparutions devant les juridictions d'instruction chargées d'examiner le maintien de la détention préventive (art. 22)	39
C. Suppression de la requête de mise en liberté dans le cadre de la détention préventive en cours d'instruction (art. 22 <i>bis</i>)	42
D. Modification technique (art. 23)	42
E. Contrôle de la détention sous surveillance électronique après renvoi vers la juridiction de jugement (art. 24 <i>bis</i>)	42
F. Renvoi devant la juridiction de fond sous surveillance électronique (art. 26)	43
G. Requête de mise en liberté (art. 27)	45
H. Nouvelle possibilité pour les juridictions de fond de décerner un mandat d'arrêt (art. 28)	46
I. Adresse de l'inculpé remis en liberté (art. 29)	46
J. Durée de maintien des arrêts de la chambre des mises en accusation (art. 30)	47
K. Limitation de la possibilité de se pourvoir en cassation à l'encontre des décisions de maintien de la détention préventive (art. 31)	47
L. Modification technique (art. 32)	48
M. Pourvoi en cassation à l'encontre de l'arrestation immédiate (art. 33)	49
Sous-section 2. Dispositions transitoires	49
Sous-section 3. Disposition d'entrée en vigueur	50
Sous-section 4. Conclusions sur les modifications en matière de détention préventive	51

Section 4	
Les modifications diverses	52
Sous-section 1. Disposition modifiant l'A.R. n° 236 du 20 janvier 1936 simplifiant certaines formes de la procédure pénale à l'égard des détenus	52
Sous-section 2. Dispositions modifiant le Code judiciaire (art. 40 et 57 C. jud.)	53
Sous-section 3. Disposition modifiant la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen (art. 13 de la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen)	54
Les modifications apportées au droit pénal	57
Nabil KHOULALÈNE	
Section 1	
Généralisation du régime de la correctionnalisation	57
Section 2	
Modification de l'échelle des peines	59
Sous-section 1. L'emprisonnement	59
Sous-section 2. La réclusion	61
Section 3	
Conséquences de la modification de l'échelle des peines	63
Sous-section 1. La tentative de crime	63
Sous-section 2. La récidive	64
Sous-section 3. Le concours de délits	66
Sous-section 4. La complicité de crime	67
Sous-section 5. L'excuse de la provocation	68
Sous-section 6. De la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime	70
Section 4	
Prescription des peines	71
Section 5	
Modification de certaines incriminations	73
Sous-section 1. Le régime de l'incapacité	73
Sous-section 2. La corruption	77
A. La corruption passive	77

B. La corruption publique internationale	78
Sous-section 3. De la tentative de vol aggravée par le meurtre commis pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité	79
Les modifications de la phase de jugement : refonte salubre ou débâcle judiciaire ?	81
Ricardo BRUNO	
Introduction	81
Section 1	
La citation à comparaître en cas de remise ou de mise en continuation : vers une économie d'échelle ?	82
Sous-section 1. La règle et sa <i>ratio legis</i>	82
Sous-section 2. Portée de la nouvelle règle	82
Section 2	
Le dépôt de conclusions : vers une harmonisation de la mise en état en droit civil et en droit pénal ?	83
Sous-section 1. La situation en vigueur avant la réforme	83
Sous-section 2. La règle nouvelle et sa <i>ratio legis</i>	84
Sous-section 3. Portée de la règle	85
A. Maintien du principe de l'oralité des débats	85
B. Exclusion des juridictions d'instruction et de la cour d'assises	86
C. Application aux audiences avec détenus	86
D. Forme des conclusions	86
E. Calendrier de procédure	88
Section 3	
Les voies de recours ordinaires	90
Sous-section 1. L'opposition : vers la disparition du droit de faire défaut ?	90
A. Les invariables de l'opposition	91
B. Le nouveau régime de l'opposition	93
Sous-section 2. L'appel : vers une saisine à la carte des juridictions d'appel ?	101
A. Le délai d'appel	102
B. La requête d'appel visant les griefs	103
C. La saisine du juge d'appel	104
D. Le désistement d'appel	109

Section 4	
Les voies de recours extraordinaires – Le pourvoi en cassation : vers une nouvelle restriction à la compétence de la Cour de cassation ?	110
Sous-section 1. La limitation du pourvoi à la première comparution en matière de détention préventive	110
Sous-section 2. La limitation des pourvois immédiats dans la phase préliminaire	110
Sous-section 3. La réouverture des débats après un arrêt de la Cour européenne des droits de l’homme	111
Sous-section 4. Le renvoi d’un tribunal à un autre pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime	112
La reconnaissance préalable de culpabilité : entre révolution textuelle et involution culturelle ?	
Première analyse «à la fortune du pot...»	113
François DESSY	
Section 1	
Brève présentation descriptive et analyse de forme : le siège légal, le pot ?	113
Sous-section 1. Horizons lointains ? Confins brumeux ?	113
A. Champ d’application matériel, pénal	113
B. Causes d’exclusions légales	116
C. Champ d’application procédural	117
D. Champ d’application du plaider coupable entendu <i>sensu lato</i> : observations conclusives intermédiaires	121
Sous-section 2. Déroulé de la procédure : comment paye-t-on les pots (d’œufs, II ?)... cassés ?	122
A. Négociation préliminaire	122
B. Homologation judiciaire	127
Section 2	
Première appréciation de fond. Le fond du pot... dangereusement pourri ?	134
Sous-section 1. Un mécanisme triplement risqué ?	135
Sous-section 2. <i>Contra legem</i> ?	137
A. La présomption d’innocence bafouée ?	137
B. Le droit d’appel en matière pénale violé ?	138
C. Le droit au silence et ses implications, foulés au pied ?	139
D. Le principe de proportionnalité, d’individualisation de la peine itou ?	140

E. Le principe de séparation des fonctions répressives ébréché hier, fissuré demain?	141
F. Et le principe de précaution humaine?	142
<i>Quo vadis... justitia? De Charybde en Scylla?</i>	142
Récapitulatif sous forme de tableau synoptique : reconnaissance préalable de culpabilité	144
La réforme de la cour d'assises : le début de la fin	147
Lisiane BRACKMAN et Michel BOUCHAT	
Section 1	
Généralisation du régime de la correctionnalisation	147
Section 2	
Délibéré conjoint sur la culpabilité	150
Les modifications apportées à la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine : amélioration ou durcissement ?	153
Pierre LOTHE	
Section 1	
Les principes qui restent inchangés	155
Section 2	
Les changements apportés à la loi du 17 mai 2006	156
Sous-section 1. Les modifications techniques	156
Sous-section 2. Les modifications dans un souci d'économie	156
Sous-section 3. La modification du délai de pourvoi en cassation (art. 97 LSJE)	157
Sous-section 4. Les modifications liées à la pratique	158
A. Révocation automatique si les conditions de temps ne sont plus réunies (art. 12 et 64 LSJE)	158
B. Accroissement de la période de sortie en détention limitée (art. 21, § 1 ^{er} LSJE)	159
C. Substitution de modalité d'exécution en cas de révocation (art. 67 LSJE)	160
D. Fixation de la date d'admissibilité en cas de révocation (art. 68, § 5 LSJE)	160

E.	Avis spécialisé en cas de mise à disposition du TAP (art. 95/3 LSJE)	161
F.	Définition de la mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire et de la mise en liberté provisoire en vue de la remise (art. 25/3 LSJE)	162
G.	Suppression de la condition de résidence pour la mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire (art. 55 LSJE)	162
H.	La mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire – Obligation de quitter effectivement le territoire (art. 55 et 64 LSJE)	163
	Sous-section 5. La libération pour motifs médicaux (art. 72 à 80 LSJE)	163
	Sous-section 6. Les condamnés ni autorisés ni habilités à séjourner en Belgique	165
	Conclusion	167
	 Les modifications dans le champ de la peine	169
	Thierry BAYET et Nabil KHOULALÈNE	
	Section 1	
	Les modifications relatives à la peine de travail et à la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation	169
	Sous-section 1. La peine de travail	169
	Sous-section 2. La loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation	171
	A. La suspension du prononcé de la condamnation	171
	B. Le sursis à l'exécution de la peine d'emprisonnement	172
	Section 2	
	De nouvelles peines autonomes	174
	Introduction	174
	Sous-section 1. La mesure de la surveillance électronique	176
	Sous-section 2. La probation	184
	Section 3	
	Commentaires et conclusions	187
	Bibliographie	189

Mesure alternative à l'intention des auteurs de vols et d'agression : la formation Prélude	
« Mesure de faveur » ou « sanction gagnante » ?	191
Isabelle REGNIERS et Joëlle LEGRÈVE	
Introduction	191
L'ASBL Arpège-Prélude en quelques mots	192
La formation Prélude	193
1. Le public	193
2. Cadres juridiques	194
3. D'un point de vue pratique	195
Objectifs et méthodologie	196
1. Objectifs	196
A. La formation à la citoyenneté	197
B. La gestion des conflits	197
C. La sensibilisation au point de vue de la victime	197
2. Quels sont nos outils ?	198
A. Le travail sous mandat, la « non-demande »	198
B. Le travail en groupe	200
Entre une justice coercitive et une justice restauratrice ?	
La formation Prélude : « mesure de faveur » ou « sanction gagnante » ?	200
Conclusion	203
Bibliographie	205
Essai de conclusion sur la réforme « pot-pourri II »	
Cavalcade, reculade et débandade ?	207
Ricardo BRUNO et François DESSY	